RÈGLEMENTS SPECIFIQUES

RÈGLEMENT ANSSI

(Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'information) 1/3

INTIMITE DE LA VIE PRIVEE ET SECRET DES COMMUNICATIONS

La réglementation française soumet à autorisation la commercialisation, l'acquisition et la détention des dispositifs de nature à porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances.

Cette autorisation est délivrée par délégation du Premier Ministre par le Directeur Général de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

A ce titre, il est demandé que **chaque exposant déclare les matériels concernés rentrant dans cette catégorie, sous peine de sanction pénale.**

La liste des appareils concernés par cette réglementation est fixée par l'arrêté du Premier Ministre du 4 juillet 2012.

Liste non exhaustive des produits concernés :

- *Interception hertzienne*
- *Interception satellitaire*
- *Interception filaire*
- *Interception optique*
- *Interception légale de réseau opérateur*
- *Captation de données informatiques*
- *Micro émission analogique*
- *Micro émission numérique*
- *Captation audio à distance*
- *Captation audio de proximité*
- *Piégeage microphonique*
- *Captation de données techniques sur réseaux mobiles*
- *Captation de données techniques sur réseaux fixes*
- *Radiogoniométrie avec fonction de démodulation*
- *Réception audio à balayage*
- *Réception radio large bande*
- *Analyse de spectre radio*
- *Analyse de protocoles*
- *Maintenance de réseaux*

Pour obtenir l'autorisation d'exposition, les exposants concernés par cette réglementation doivent soumettre leur dossier complet à :

Alexis de Bézenac

Secrétaire de la Commission « R.226 »

alexis.debezenac@ssi.gouv.fr

RÈGLEMENTS SPECIFIQUES

RÈGLEMENT ANSSI

(Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'information) 2/3

CONSTITUTION DES DOSSIERS

Seuls les dossiers complets seront présentés en commission.

Vous trouverez ci-dessous le calendrier prévisionnel des commissions consultatives 2025 et dates limites de réception des dossiers :

- Commission du 8 juillet 2025 – date limite de dépôt : 20 mai 2025 ;
- Commission du 19 septembre 2025 – date limite de dépôt : 5 juillet 2025 ;

Précisions pour constituer le dossier :

- il est nécessaire de cocher la case "exposition" ;
- la durée de 6 ans d'autorisation de commercialisation est un maximum et que l'autorisation peut être assortie de restrictions particulières.

- 1) Le dossier comportera les pièces suivantes (PJ) :
 - une déclaration d'engagement ; (*formulaire disponible sur votre espace exposant*)
 - la demande d'autorisation ; (*formulaire disponible sur votre espace exposant*)
 - une fiche appareil pour chaque produit ; (*formulaire disponible sur votre espace exposant*)
 - un extrait K-bis (pour les sociétés) ;
 - un courrier d'accompagnement précisant le contexte de l'opération, si nécessaire.
 - Pour les demandes de commercialisation, une documentation technique exhaustive pour chaque produit ;
- 2) Le dossier transmis devra être constitué :
 - d'un répertoire correspondant aux pièces administratives* ;
 - d'un répertoire correspondant à la documentation technique*.

*Les formats acceptés sont : .pdf, .xls, .doc.

Nous attirons votre attention sur le fait que :

- la déclaration d'engagement doit être effectuée sur un papier avec entête de la société ;
- le signataire de la lettre d'engagement doit être un mandataire social de la société figurant sur l'extrait K-bis. A défaut, il est nécessaire d'ajouter une délégation de pouvoir émanant d'une personne figurant sur l'extrait Kbis ;
- les opérations figurant sur la lettre d'engagement doivent être identiques à celles demandées sur les fiches appareil ;
- pour une demande d'acquisition/détention, la fiche appareil (rubrique origine de l'appareil) doit mentionner la référence de l'autorisation de commercialisation, disponible auprès de votre fournisseur ;
- pour un renouvellement de détention, il convient de cocher la case renouvellement de la fiche appareil et de préciser la référence de l'autorisation précédente qui vous été accordée. La lettre d'engagement devra également mentionner qu'il s'agit d'un renouvellement.

RÈGLEMENTS SPECIFIQUES

RÈGLEMENT ANSSI

(Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'information) 3/3

REGLEMENTATION ANSSI ET CONDITIONS D'EXPOSITION

IMPORTANT Règlementation ANSSI

L'article 226-3 du code pénal prévoit cinq ans d'emprisonnement et 300 000 € d'amende dans le cas de la fabrication, l'importation, la détention, l'exposition, l'offre, la location ou la vente d'appareils de certains dispositifs techniques en l'absence d'autorisation ministérielle.

Sont concernés les dispositifs conçus pour les usages suivants :

- la détection à distance des conversations permettant de porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui.
- l'interception, le détournement, l'utilisation ou la divulgation des correspondances émises, transmises ou reçues par la voie électronique.
- la captation de données informatiques à l'insu de l'utilisateur légitime (cf. article 706-102-1 du code de procédure pénale).

En vertu de l'article 226-3, est également puni des mêmes peines le fait de réaliser une publicité en faveur d'un appareil susceptible de permettre la réalisation des infractions prévues par l'article 226-1 et par le second alinéa de l'article 226-15 lorsque cette publicité constitue une incitation à commettre cette infraction.

L'obtention de l'autorisation ministérielle est donc obligatoire pour tous les exposants concernés.

IMPORTANT Autorisation ANSSI

Si elle est obtenue, l'autorisation ministérielle ne concerne que l'importation temporaire et l'exposition des matériels listés mais en aucun cas leur mise en œuvre sur le salon.

Toutes ventes, livraisons ou démonstrations de matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée ou au secret des correspondances sur le territoire sont interdits dans le cadre du salon.